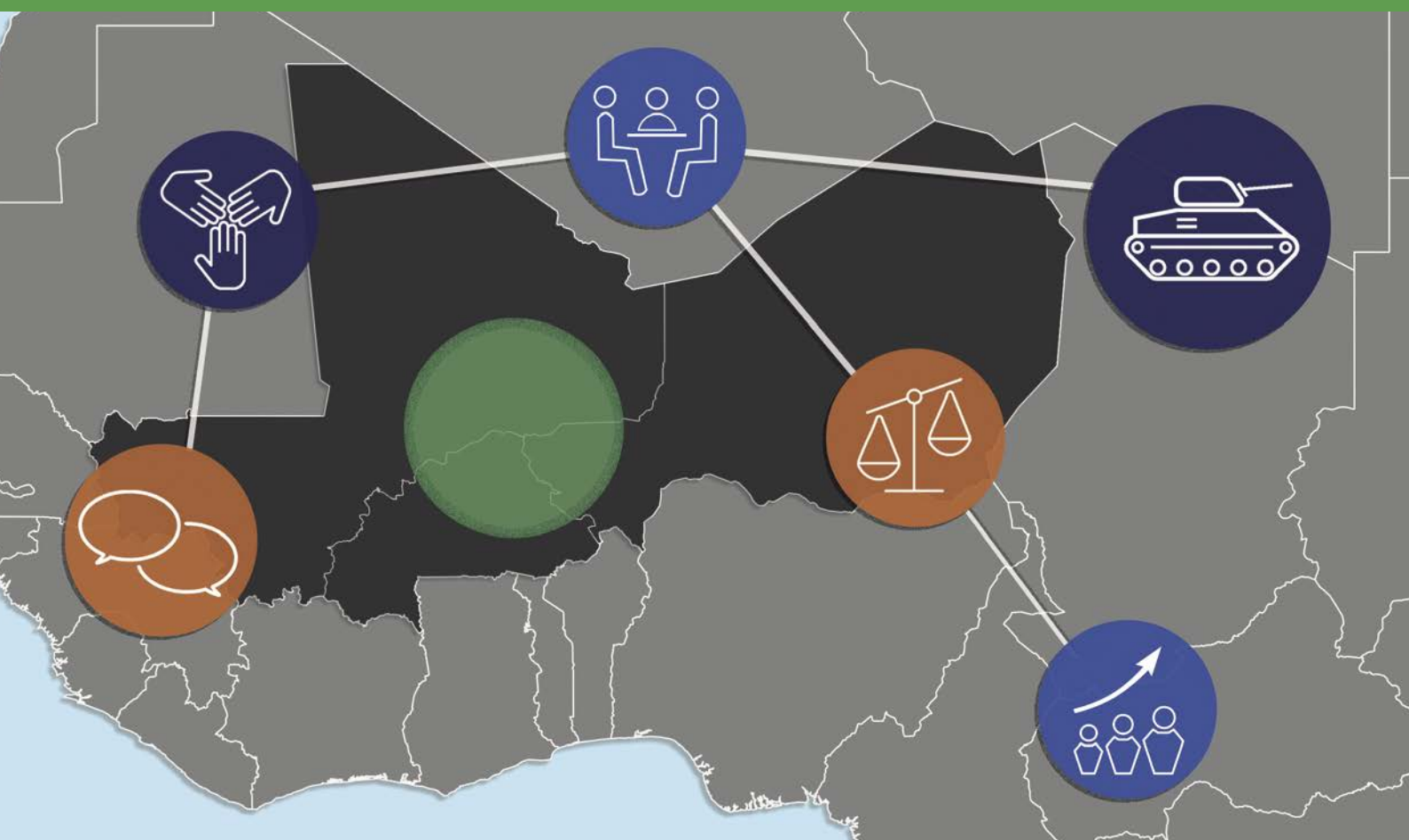


# Répondre à l'insécurité dans le Liptako-Gourma

Ibrahim Maïga



De nombreuses initiatives ont été lancées au cours des dernières années pour faire face à l'instabilité croissante dans la région du Liptako-Gourma. Ce rapport analyse certaines mesures adoptées par les États pour stabiliser cette région. Il se fonde sur des entretiens réalisés au Burkina, au Mali et au Niger auprès d'acteurs chargés d'élaborer ou de mettre en œuvre ces réponses et d'interlocuteurs issus des zones affectées par l'insécurité.

## Principales conclusions

- ▶ L'urgence induite par la rapide dégradation de la situation sécuritaire dans le Liptako-Gourma a parfois conduit à la conception d'initiatives qui reposaient sur une compréhension partielle ou limitée des phénomènes qui alimentent l'insécurité, résultat de l'imbrication entre extrémisme violent, conflictualité locale et activités illicites. Cette insuffisance affecte la portée, l'efficacité et l'impact des réponses mises en œuvre pour endiguer l'insécurité.
- ▶ La persistance et l'expansion de l'insécurité dans la région du Liptako-Gourma montrent que les approches sécuritaires et militaires, bien que nécessaires, restent largement insuffisantes. Ce constat a sous-tendu l'adoption, notamment par les acteurs étatiques, d'initiatives plus holistiques.
- ▶ Les acteurs chargés de l'élaboration et de la mise en œuvre des réponses institutionnelles à l'insécurité opèrent souvent en vase clos. Bien que des initiatives de coordination existent, elles demeurent pour la plupart d'envergure limitée et ne permettent pas une réelle vision d'ensemble.
- ▶ La prise de conscience par les acteurs étatiques de la nécessité d'investir dans la prévention ne s'est pas encore traduite par un engagement plus important dans ce domaine.
- ▶ L'incapacité des appareils judiciaires à réagir promptement, en particulier face à des drames comme ceux qui sont survenus à Yirgou et Arbinda au Burkina ou à Koulogon, Ogossagou et Sobane-Da au Mali en 2019, a créé les conditions d'instauration de cycles de violence.
- ▶ Face à la dégradation continue de la situation sécuritaire, de plus en plus de voix s'élèvent, en particulier au sein des sociétés civiles sahéliennes, pour appeler les pouvoirs publics à entamer des négociations ou à tout le moins un dialogue avec les groupes extrémistes violents.

## Recommandations

- ▶ L'intensification des conflits locaux dans le Liptako-Gourma souligne la nécessité de renforcer la prévention structurelle de ce type de violence, majoritairement lié à la terre et aux ressources naturelles, en réformant les systèmes de gestion et de gouvernance de ces ressources.
- ▶ Les acteurs nationaux devraient procéder à une meilleure articulation et un séquençage réfléchi entre les actions militaires, humanitaires, de développement, de renforcement de la cohésion sociale et d'amélioration de la gouvernance.
- ▶ La protection des civils doit devenir une priorité stratégique de l'action des forces de défense et de sécurité. Cela suppose que l'efficacité de leurs actions ne devra plus uniquement être évaluée à l'aune du nombre de « terroristes neutralisés », mais aussi du nombre de villages et d'habitants secourus ou défendus.
- ▶ Les États devraient fournir plus d'efforts dans la lutte contre l'impunité. Celle-ci nécessite une réelle volonté politique ainsi qu'un renforcement des mécanismes de contrôle interne et externe des institutions de sécurité, pour prévenir, poursuivre et sanctionner les auteurs de violations graves des droits humains.
- ▶ Les autorités doivent davantage mettre l'accent sur l'utilité de l'État pour les populations, et non sur la simple visibilité des symboles de l'État dans les espaces frontaliers. La finalité n'est pas tant d'être présent dans ces zones que de les administrer en répondant effectivement aux besoins des populations.
- ▶ Le dialogue avec les groupes extrémistes violents doit être appréhendé comme une opportunité d'engager de vastes discussions avec les communautés pour redéfinir de façon collective les contours de la gouvernance dans ces espaces.

## Introduction

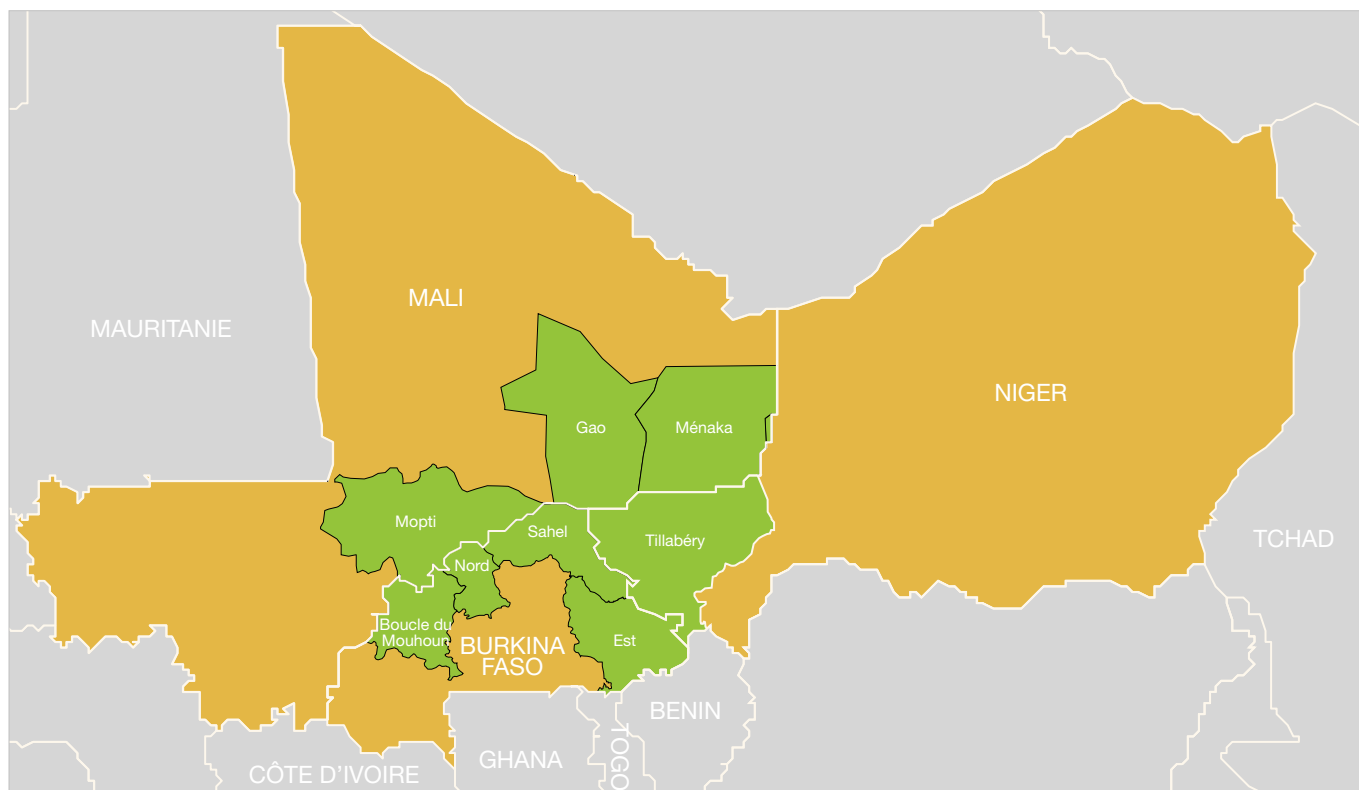
Face à la dégradation continue de la situation sécuritaire dans la région du Liptako-Gourma, où se rejoignent les frontières du Burkina, du Mali et du Niger, les États ont adopté de multiples stratégies de réponses pour juguler la crise. Ces initiatives peinent encore à démontrer leur efficacité du fait des nombreux défis, souvent structurels, auxquels la région est confrontée et d'une prédominance de mesures réactives, plutôt que préventives. Dans certains cas, celles-ci se sont même révélées contre-productives.

Le présent rapport examine les raisons de l'impasse dans laquelle sont ces initiatives et tente de tirer des leçons afin d'en améliorer l'impact sur le terrain. Il fait suite à l'étude « Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma », qui documente et analyse les liens entre ces phénomènes.

## Méthodologie

Ce travail repose sur des entretiens semi-structurés menés entre 2018 et 2019 dans les trois pays du Liptako-Gourma, à savoir le Burkina, le Mali et le Niger, auprès d'acteurs impliqués dans l'élaboration et la mise en œuvre d'approches de réponses à l'insécurité. L'analyse de ces entretiens a été croisée avec les données collectées auprès de 700 interlocuteurs interviewés dans le cadre de l'étude sur les liens entre extrémisme violent, criminalité transnationale organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma.

### Carte 1 : Zone de recherche



Le choix a été fait de s'intéresser principalement aux réponses conçues par les États du Liptako-Gourma. L'analyse portera sur trois principales catégories d'entre elles qui ont été développées par ces acteurs : les opérations militaires, les initiatives multidimensionnelles et le dialogue avec les groupes extrémistes violents (GEV). Ces réponses constituent une partie importante des efforts déployés pour endiguer l'insécurité.

## L'impact de l'insécurité dans le Liptako-Gourma

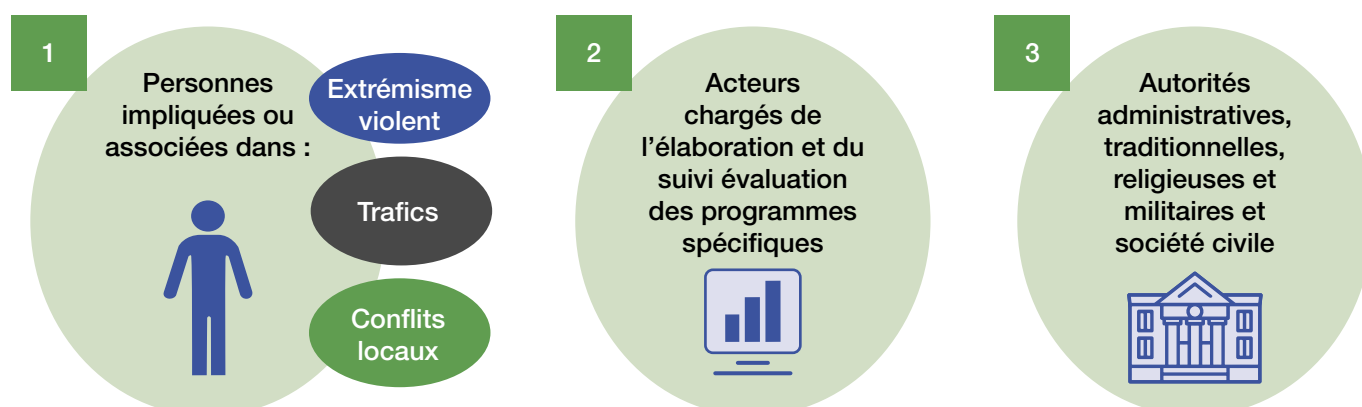
Depuis 2015, l'espace du Liptako-Gourma se caractérise par un accroissement constant de la violence armée et une expansion de l'insécurité. Cette instabilité tire ses origines, entre autres, d'une profonde crise de gouvernance et de l'échec des politiques publiques à mieux intégrer ces espaces frontaliers frappés par de multiples bouleversements sociaux et climatiques qui affectent les moyens d'existence des populations. Plus récemment, elle est attribuée à l'exacerbation ainsi qu'à l'imbrication de plusieurs phénomènes dont l'extrémisme violent, les activités illicites et les conflits locaux, tels que documentés de façon détaillée dans la première partie de l'étude « Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma<sup>1</sup> ».

Ces différentes formes de violence s'entremêlent et offrent un paysage sécuritaire complexe. Bien que les GEV s'appuient sur des discours empreints de références religieuses, ils font souvent preuve de pragmatisme et d'opportunisme par rapport aux activités illicites<sup>2</sup>. Ce syncrétisme de circonstance obéit à un triple objectif. D'abord, il permet aux GEV d'acquérir des moyens de subsistance comme des produits alimentaires ou des médicaments, qui sont précieux dans des zones où les conditions de vie sont parfois extrêmement difficiles.

Ensuite, cette connexion leur donne la possibilité d'obtenir des capacités opérationnelles. Il s'agit non seulement d'armes et de munitions mais aussi de moyens de déplacement comme les motos. Ces éléments sont indispensables pour maintenir une posture insurrectionnelle.

Enfin, les liens avec les acteurs de la criminalité permettent aussi aux GEV de générer des ressources financières, notamment à travers la vente de

Infographie 1 : Catégories d'interlocuteurs



bétail volé, l'exploitation illégale de l'or ou encore la contrebande de carburant.

Les groupes extrémistes sont régulièrement accusés d'instrumentaliser les tensions ainsi que les clivages intra et intercommunautaires pour s'implanter ou étendre leur influence. Cette idée est souvent avancée pour expliquer l'intensification de la conflictualité locale dans la zone du Liptako-Gourma. Néanmoins, les données collectées sur le terrain appellent à une vision plus nuancée de la situation. S'il est vrai que les groupes interviennent dans les différends locaux, ils agissent également dans certains cas comme régulateurs ou comme observateurs dont la présence permet de geler les tensions. Le choix de l'une ou l'autre de ces options dépend de leurs capacités, objectifs et composition ainsi que de la sociologie de l'environnement dans lequel ils interviennent<sup>3</sup>.

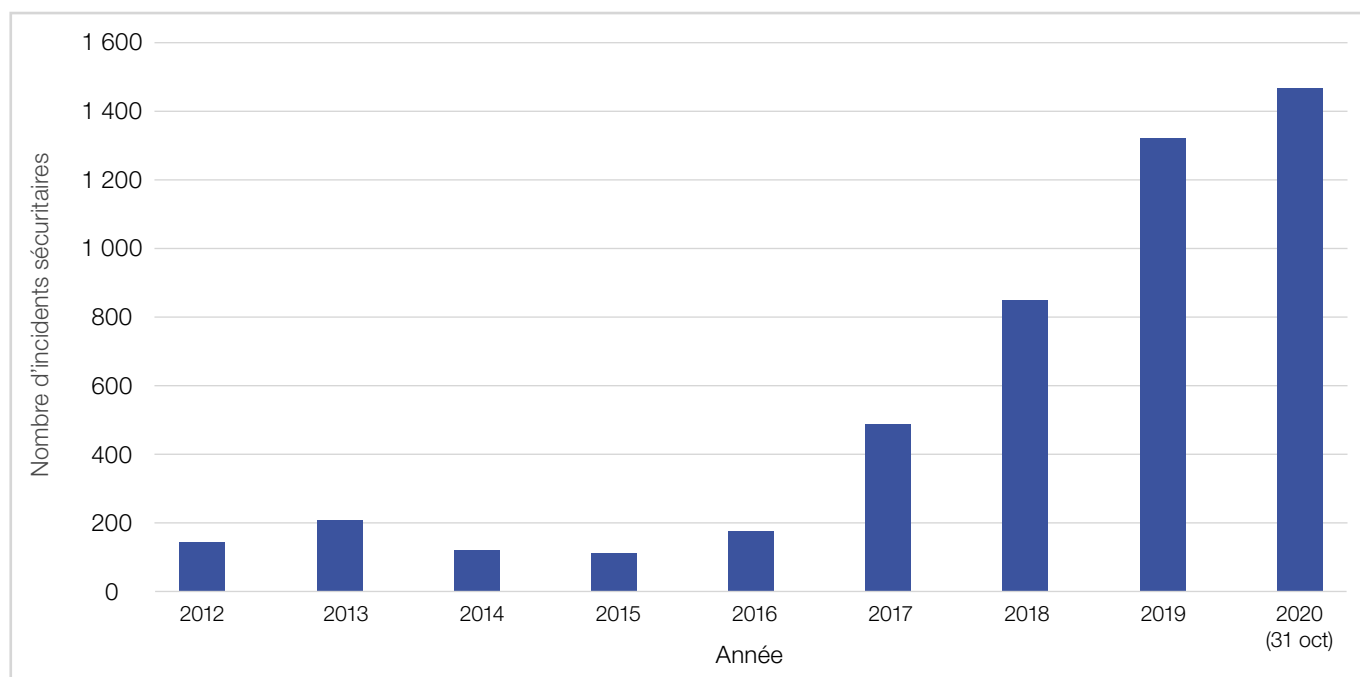
**13.4 millions**

**de personnes ont besoin  
d'assistance humanitaire dans les  
pays du Liptako-Gourma en  
octobre 2020**

L'insécurité créée par ces différents phénomènes a eu de nombreuses conséquences socioéconomiques et humanitaires. En octobre 2020, le Bureau de la coordination pour les affaires humanitaires (OCHA) indiquait que le Burkina, le Mali et le Niger étaient devenus l'épicentre de l'une des crises humanitaires à la croissance la plus rapide au monde. L'accélération des cycles de violence et d'insécurité depuis 2018 s'est notamment traduite par une aggravation sensible des déplacements : outre les 300 000 réfugiés et demandeurs d'asile que compte cette zone, le nombre de personnes déplacées internes (PDI) est passé de 70 000 à plus d'1,5 million de 2018 à 2020, soit une multiplication par plus de 20 en seulement deux ans.

Toujours sur la même période, la violence et l'insécurité ont précipité plus de 7,4 millions d'individus dans des niveaux inquiétants d'insécurité alimentaire, tandis que les restrictions imposées dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 ont poussé 6 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté. Au total, en octobre 2020, ce sont plus de 13,4 millions de personnes qui se trouvent dans le besoin d'une assistance humanitaire dans les trois pays du Liptako-Gourma, soit un habitant sur cinq<sup>4</sup>.

Figure 1 : Incidents sécuritaires dans la région du Liptako-Gourma (Burkina, Mali et Niger)



Source : ACLED

L'insécurité a plongé de nombreux ménages dans une situation d'extrême vulnérabilité, qui se traduit entre autres par des difficultés d'accès aux champs et aux marchés, la destruction des stocks de culture ou encore le vol ou l'extermination du bétail lors d'attaques contre des villages<sup>5</sup>. De plus, les populations subissent également la double peine d'un retrait des rares services sociaux de base présents sur le terrain du fait de l'accroissement de l'insécurité. C'est le cas pour le secteur de l'éducation qui a été particulièrement affecté dans la région. Au Burkina, par exemple, les attaques ont largement ciblé les écoles et ont conduit à des assassinats et des enlèvements d'enseignants dans le nord et l'est du pays<sup>6</sup>.

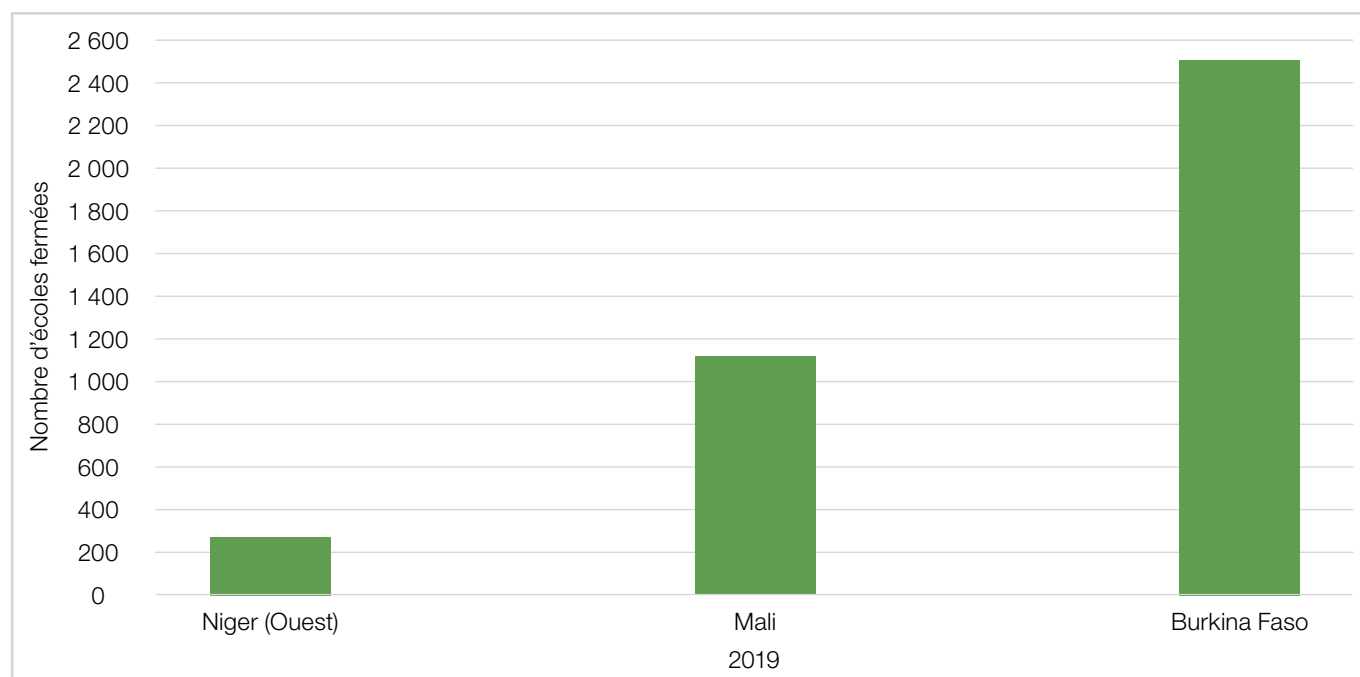
Dans le centre du Mali, de nombreux enseignants ont été kidnappés par les GEV qui en détiennent encore certains<sup>7</sup>. Au 30 juin 2020, le Burkina comptait 2 512 écoles fermées contre 1 113 au Mali et 263 dans la région de Tillabéri au Niger<sup>8</sup>. Le déplacement forcé de millions de personnes aggrave les conditions d'accès aux services sociaux de base, mais également à des conditions d'hygiène et d'abris dignes. À titre d'exemple, en mars 2020, le Mali enregistrait 219 000 PDI, en particulier dans la région de Mopti, au centre du pays<sup>9</sup>. La crise de déplacement est encore

plus sévère au Burkina, avec plus d'un million de PDI en septembre 2020, et une augmentation mensuelle moyenne de 47 458 PDI entre décembre 2019 et septembre 2020<sup>10</sup>.

C'est à ce contexte particulièrement préoccupant qu'est venue se greffer la maladie à coronavirus apparue en novembre 2019 et dont la propagation a suscité frayeurs et inquiétudes à travers le monde entier. Contrairement à certains scénarios faisant craindre une hécatombe, les pays du Liptako-Gourma semblent avoir déjoué tous les pronostics. Les chiffres officiels du nombre de contaminations et de personnes décédées restent très en deçà de la moyenne mondiale<sup>11</sup>.

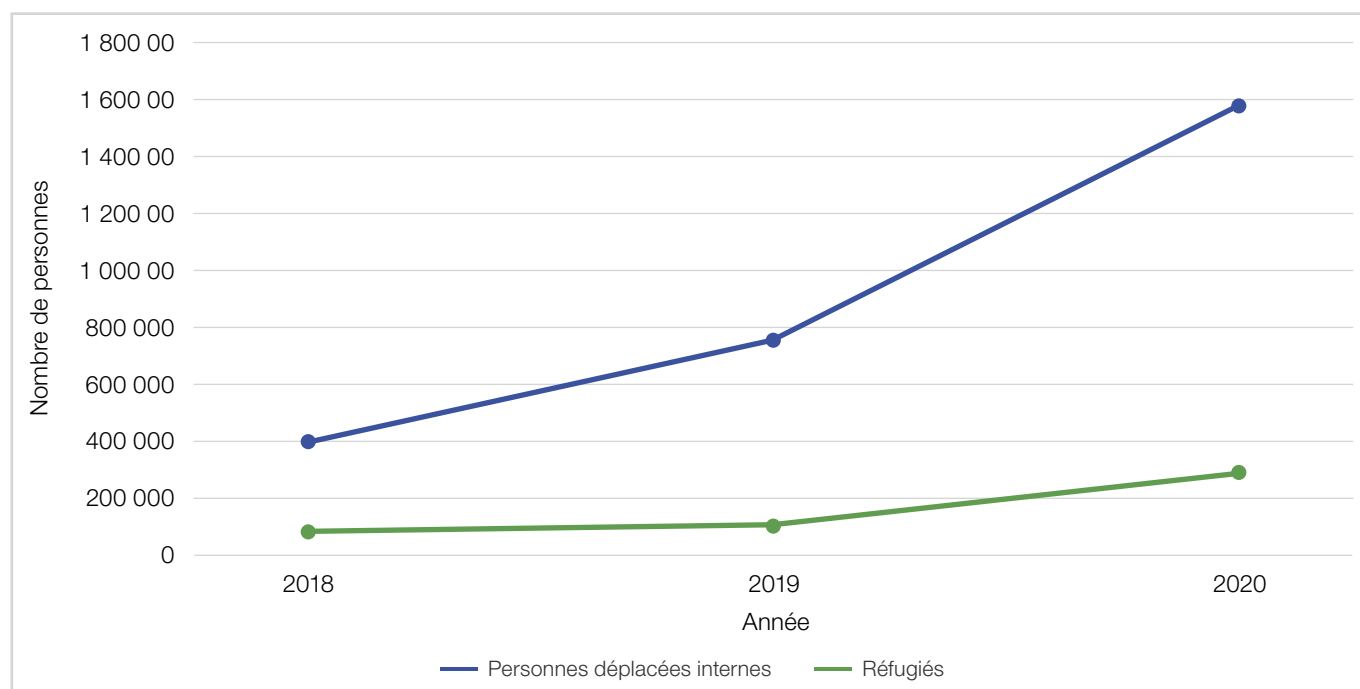
Ces données doivent néanmoins être abordées avec précaution et prudence au regard des faibles capacités de dépistage et de l'inaccessibilité des centres de prise en charge, en particulier en dehors des capitales, notamment à cause de l'insécurité. Malgré les appels à répétition en faveur d'un cessez-le-feu mondial<sup>12</sup> pour affronter la pandémie et ses effets sur les populations, les données disponibles montrent que la région du Liptako-Gourma est l'une des rares zones de conflit où le nombre d'incidents violents n'a pas diminué<sup>13</sup>.

**Figure 2 : Situation des écoles fermées en 2019 dans les pays du Liptako-Gourma**



Source : OCHA

Figure 3 : Évolution du nombre de personnes déplacées internes et de réfugiés dans le Liptako-Gourma



Source : OCHA

### Les limites des réponses étatiques visant à juguler l'insécurité

Face à la dégradation de la situation sécuritaire, les États du Liptako-Gourma se sont mobilisés afin d'apporter des solutions urgentes pour juguler l'insécurité. L'analyse de ces initiatives fait apparaître deux tendances importantes. La première est liée à la volonté grandissante des acteurs d'aller au-delà de la seule action militaire avec des initiatives plus holistiques. Cette évolution s'explique non seulement par l'évidence du caractère multidimensionnel de l'insécurité, mais aussi par les limites de l'approche militaire. La seconde tendance montre que la plupart des réponses s'articulent autour d'interventions en lien avec la sécurité, les activités socioéconomiques et le dialogue.

### Le tout militaire : une approche éprouvée ?

Cette section sera consacrée à une analyse des opérations militaires qui représentent la dimension la plus visible de la réponse sécuritaire<sup>14</sup>. Otapanu au Burkina, Dambé au Mali ou encore Dongo au Niger sont quelques opérations militaires emblématiques<sup>15</sup> parmi la longue liste des opérations lancées par les armées nationales ces dernières années. À celles-ci s'ajoutent les nombreuses opérations effectuées par la Force

conjointe du G5 Sahel (FC-G5S) depuis son lancement en 2017. Ce dispositif vise à compléter les efforts nationaux en matière de sécurisation et de maillage du territoire en mettant l'accent sur la dimension régionale de l'insécurité.

Les résultats de ces campagnes militaires, qui peuvent parfois s'étendre sur plusieurs semaines ou mois dans leur phase active, restent toutefois mitigés<sup>16</sup>. Si des chiffres sont souvent présentés pour servir de bilans et justifier leur reconduction, les avis divergent sur l'impact qu'elles ont pu avoir sur le terrain.

Dans certaines localités, et à des moments précis, la présence militaire semble avoir rassuré les populations et permis d'aboutir à un calme précaire<sup>17</sup>. Dans quelques cas, les opérations militaires ainsi que les patrouilles de sécurisation ont eu un effet dissuasif. Néanmoins, une majorité d'interlocuteurs rencontrés dans le cadre de cette étude les considèrent comme inefficaces ou tout au moins insuffisantes, car elles n'ont pas permis de résorber durablement l'insécurité<sup>18</sup> ou de calmer la psychose qui règne dans certaines zones.

Les attaques particulièrement meurtrières entre fin 2019 et début 2020 contre les garnisons militaires, entre autres à Chinogodar et Inates au Niger, à Indelimane et



Boulikessi au Mali ou encore à Koutougou au Burkina, ont renforcé le sentiment d'impuissance des forces de défense et de sécurité (FDS) face à des groupes qui continuent de gagner en sophistication.

Les opérations militaires se déroulent parfois dans des contextes de tensions locales qui complexifient l'environnement opérationnel et accroissent les risques d'instrumentalisation des FDS par l'un ou l'autre camp. Dans la région de Mopti, au centre du Mali, où la problématique des conflits locaux se pose avec acuité, l'armée malienne a souvent été accusée de soutenir<sup>19</sup> les milices donsos<sup>20</sup> (confrérie traditionnelle des chasseurs), en particulier le groupe Dan na Ambassagou<sup>21</sup> suspecté d'être à l'origine de plusieurs massacres de civils<sup>22</sup>, spécialement ceux issus de la communauté peule.

Ce soutien se serait notamment traduit par le recours à des membres de la confrérie Donso comme éclaireurs<sup>23</sup> par les FDS lors d'opérations militaires menées entre 2015 et 2016, ainsi que par les discours et comportements ambigus de certains acteurs politiques ou responsables administratifs<sup>24</sup>. Cette situation a, d'une part, conforté les membres de ce groupe dans un sentiment de légitimité de leurs actions et, d'autre part, renforcé la suspicion d'autres groupes vis-à-vis des autorités civiles et militaires.

## Malgré quelques succès, les opérations militaires sont perçues comme insuffisantes, voire inefficaces

Dans le cadre de leurs interventions, les forces armées régulières nationales et internationales ont parfois collaboré avec des groupes armés non étatiques. Dans le nord du Mali, cette collaboration s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation à travers le Mécanisme opérationnel de coordination (MOC). Ce dispositif est formé sur une base paritaire par des bataillons composés d'éléments provenant des forces armées maliennes et des groupes armés signataires de l'Accord et vise à lutter contre l'insécurité.

Néanmoins, cette collaboration a souvent été perçue comme un soutien au Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA) et au Groupe d'auto-défense touareg

Imghad et alliés (GATIA) accusés de défendre les intérêts des communautés Daoussahaq et Imghad au détriment de ceux de la communauté peule<sup>25</sup>. Bien que la force Barkhane et les armées nationales justifient cette collaboration par l'Accord pour la paix<sup>26</sup>, cette pratique semble à certains égards avoir été contre-productive.

En plus du faible avantage tactique qu'il procure parfois à travers un apport en renseignement, le recours à des groupes armés non étatiques, souvent constitués sur des lignes communautaires, accroît le risque d'exacerbation des tensions locales avec des conséquences importantes sur la cohésion sociale. La présence de ces groupes, ainsi que leur montée en puissance, ont créé et entretenu des amalgames qui ont parfois débouché sur la stigmatisation de certaines communautés.

De nombreux rapports d'organisations de défense des droits humains font état d'arrestations arbitraires et d'exécutions extrajudiciaires<sup>27</sup>. Au Mali, les groupes donsos auraient, dans un premier temps, ciblé des individus appartenant à la communauté peule, accusés d'aider matériellement ou par des renseignements les GEV avant de s'attaquer à des villages entiers en détruisant tout sur leur passage<sup>28</sup>.

Les accusations d'exactions contre les civils par les forces armées nationales se multiplient. Au cours des derniers mois, plusieurs organisations de défense des droits humains ont dénoncé des violations contre les populations civiles lors d'opérations militaires antiterroristes<sup>29</sup>. Cette problématique a également été au cœur des discussions lors du sommet extraordinaire du G5 Sahel à Nouakchott en juin 2020. Face à la persistance de ces violations, en dépit de multiples condamnations, certains partenaires envisagent désormais de conditionner leur appui à des actions concrètes de la part des autorités nationales<sup>30</sup>. La répétition de ces violations contribue à distendre davantage le lien de confiance déjà faible entre les FDS et les populations locales<sup>31</sup>.

Bien que ces interventions militaires soient parfois nécessaires, force est de constater qu'elles n'ont pas permis de juguler l'insécurité dans la région du Liptako-Gourma. Les opérations militaires ont souvent été planifiées sur la base d'une compréhension partielle de l'insécurité et sans être raccordées à des processus



politiques claires. Elles ont souvent été accompagnées de mesures restrictives<sup>32</sup> des libertés (couvre-feux, limitations de mouvement ou des moyens de transport autorisés, etc.), qui entravaient la capacité des ménages à poursuivre leur activité économique, que ce soit accéder aux champs, proposer des produits, s'approvisionner sur les marchés, ou déplacer les animaux dans le cadre de la transhumance.

De telles mesures ont également affecté l'accès des populations aux services sociaux de base, en limitant leurs possibilités de rallier les centres de santé ou encore les lieux d'éducation. En cela, elles ne s'inscrivent pas dans une approche de sécurité humaine qui reconnaisse les besoins multidimensionnels et simultanés des populations. Elles ont conduit à une excessive focalisation sur la lutte contre les GEV dans des contextes caractérisés par des menaces multiformes.

Ce constat doit interpeller les autorités tant sur la façon dont les opérations militaires sont conduites que sur les objectifs qui leur sont assignés. La lutte contre le terrorisme ne saurait être le but ultime auquel tous les autres devraient être subordonnés au regard des limites d'une telle approche qui ne prend pas en compte la multiplicité et la complexité des dynamiques (socioéconomiques, politiques et plus largement

les déficits en termes de gouvernance) qui sous-tendent ou alimentent l'insécurité dans cette région. Il plaide également en faveur d'un virage stratégique qui placerait la protection des populations civiles et l'amélioration de leurs conditions de vie au cœur du combat contre l'insécurité.

Un recentrage de l'agenda stratégique sur la protection des civils permettrait d'orienter les ressources et les énergies vers la sécurisation des personnes qui sont en première ligne et les plus directement affectées par la violence et l'insécurité, ainsi que de sécuriser leurs biens et moyens d'existence. Cela serait d'autant plus utile que le déficit de protection des civils et le sentiment pour les communautés locales d'être livrées à elles-mêmes figurent parmi les facteurs qui facilitent l'implantation locale des groupes armés et renforcent leur attractivité auprès de certains groupes sociaux.

Une telle approche suppose de revoir la hiérarchie des interventions, afin de mettre l'action antiterroriste au service de la protection et de la sécurisation effective des populations civiles, et de mieux tenir compte de l'interrelation entre les différentes formes d'insécurité auxquelles sont confrontées les populations dans le Liptako-Gourma. Ainsi, l'efficacité des initiatives sécuritaires, dont les actions des FDS, ne sera plus

## Infographie 2 : Aperçu des réponses à l'insécurité



uniquement évaluée à l'aune du nombre de « terroristes neutralisés » mais aussi et surtout du nombre de villages et personnes secourus ou défendus. Ce changement de paradigme a également l'avantage de rapprocher les actions des FDS des préoccupations des populations et de contribuer à l'amélioration de leurs relations.

## Des approches multidimensionnelles en souffrance

Les entretiens menés auprès d'acteurs locaux<sup>33</sup> ainsi que les statistiques<sup>34</sup> démontrent que les zones en proie à l'insécurité ont historiquement suscité peu d'intérêt en termes d'investissements de la part des États. La pauvreté endémique qui frappe les populations, le manque d'opportunités économiques, la faible qualité de la gouvernance, l'absence d'une autorité protectrice et régulatrice figurent parmi les raisons qui ont favorisé le développement des activités illicites et poussé certains individus à s'associer aux GEV<sup>35</sup>. Autant de défis qu'une approche préventive aurait contribué à endiguer.

Partant de ce postulat et des limites observées dans la réponse militaire, les pays ont progressivement adopté des mesures se voulant plus holistiques. Tour à tour, des plans et des approches plus intégrés ont vu le jour pour tenter d'apporter des solutions à la crise socioéconomique ainsi qu'aux problèmes de développement et de gouvernance qui semblent être les « combustibles » de l'insécurité.

## Les plans mis en oeuvre par les Etats ont souffert d'une compréhension partielle des phénomènes d'insécurité

Le Mali a ainsi adopté, en février 2017, un Plan de sécurisation intégré des régions du Centre (PSIRC)<sup>36</sup> et le Burkina a lancé son Programme d'urgence pour le Sahel (PUS) en août 2017<sup>37</sup>, qui apparaissent comme des réponses complémentaires aux nombreuses opérations militaires conduites dans ces zones. Quant au Niger, il choisit d'articuler ses interventions autour de la Haute autorité à la consolidation de la paix (HACP), qui existe depuis 1995, et de la Stratégie de développement et de sécurité dans les zones sahélo-sahariennes du Niger (SDS) adoptée en 2012. Au cours des dernières

années, plusieurs initiatives ont ainsi été mises en oeuvre par la HACP et le Secrétariat exécutif de la SDS pour endiguer l'insécurité dans l'ouest du Niger<sup>38</sup>. Progressivement, les pays du Liptako-Gourma ont conçu de nombreuses interventions non militaires pour tenter de créer les conditions d'un rétablissement durable de la sécurité. Néanmoins, l'enthousiasme du départ a laissé place à l'incertitude, voire au scepticisme. Les raisons de cette désillusion sont multiples.

Ces plans ont en premier lieu souffert d'une compréhension partielle des phénomènes auxquels ils devaient apporter des réponses. Dans la plupart des documents à portée stratégique, les parties consacrées à l'énoncé des problèmes font l'impasse sur les dynamiques sous-jacentes de la crise. Plusieurs interlocuteurs rencontrés au Burkina et au Mali ont reconnu disposer de connaissances limitées sur l'insécurité qui prévalait au moment de l'élaboration des différents plans, notamment sur sa nature et ses dynamiques<sup>39</sup>.

Cette situation a souvent conduit à l'élaboration de réponses inefficaces, voire dans certains cas, contribué à exacerber la situation. À titre d'exemple, le prisme terroriste pour appréhender les dynamiques d'insécurité dans le centre du Mali ou l'ouest du Niger a contribué à aggraver la conflictualité locale. Ainsi, peu d'efforts ont été faits pour atténuer les conflits liés à l'accès et à l'exploitation des ressources naturelles dans ces espaces où des tensions intercommunautaires existent de longue date.

Deuxièmement, malgré un intérêt croissant pour l'adoption d'approches multidimensionnelles, la prééminence de la démarche militaire reste encore présente. Pendant sa mise en oeuvre, le PSIRC par exemple, dont le pilotage était assuré par le ministère malien de la Sécurité et de la Protection civile, a rencontré des problèmes de coordination multisectorielle. Si, en théorie, il se voulait un plan multidimensionnel, dans la pratique les actions sécuritaires continuaient à dominer. C'est une des raisons qui ont motivé le gouvernement malien à transférer, fin 2018, la gestion du PSIRC à la primature. Un comité interministériel de coordination a d'abord été mis en place puis un cadre politique de gestion de la crise au centre a été créé en juin 2019 afin de contribuer à un meilleur équilibrage des actions et d'éviter que le volet sécuritaire ne continue de primer sur les autres.

Troisièmement, les interventions des acteurs nationaux ont souvent souffert d'un déficit d'implication réelle des populations locales non seulement lors de la phase de conception mais également dans leur mise en œuvre. Ce qui a conduit, d'une part, à un désintérêt des populations vis-à-vis de ces initiatives et, d'autre part, à un décalage entre les besoins des populations et les actions des autorités. De nombreux interlocuteurs ont justifié cette situation par la dégradation de la sécurité dans la plupart des localités visées. Néanmoins, il convient de relever qu'elle est parfois consubstantielle de la démarche employée par une grande partie des agents de l'État qui assimile souvent l'implication des populations à une simple consultation.

Au Burkina, la courte période qui a séparé la conception du PUS de son adoption en conseil des ministres n'a pas permis d'associer significativement les populations à la base. Il faut toutefois mentionner qu'il a fait l'objet d'une révision en 2018 qui a permis d'améliorer de façon non négligeable la qualité de sa programmation, avec la mise en place d'une approche à plusieurs vitesses, reconnaissant les différences de défis et de priorités d'une localité à l'autre.

## La plupart de ces plans ont été créés dans l'urgence, sans réelle concertation avec les populations locales

Ensuite, la plupart de ces plans ont été créés dans l'urgence, parfois pour répondre aux accusations d'inertie et démontrer qu'il y avait une prise en charge politique de l'insécurité, y compris dans ses dimensions socioéconomiques. Partant du postulat qu'une partie de l'insécurité dans les espaces du Liptako-Gourma est due à l'absence de l'État, de nombreuses actions ont été initiées pour y remédier. Les différents plans ou programmes se sont ainsi attelés à rétablir un ordre contesté, à travers le déploiement d'institutions et d'acteurs dont les pratiques<sup>40</sup> expliquent la défiance des populations vis-à-vis de l'État. Au mieux, cette approche découle d'une mauvaise appréciation de la crise de gouvernance dans laquelle ces zones sont plongées depuis plusieurs décennies.

Contrairement à l'idée qui est diffusée de manière abusive, tous les problèmes dans ces localités ne se résument pas à l'absence de l'État, mais à l'aspiration à

un État respectueux des droits et libertés fondamentales dont la présence ne serait plus perçue comme prédatrice. Un changement d'approche est donc nécessaire qui conduirait non plus à se satisfaire de la simple présence de l'État, mais à valoriser la notion de pertinence du service public face aux besoins exprimés localement, et en définitive « d'utilité » de l'État.

Enfin, les autorités des trois pays du Liptako-Gourma ont souvent été confrontées à la question du séquençage de leurs interventions. La sécurité est souvent vue comme un préalable à toute action, qu'elle soit liée au développement économique ou à la gouvernance. Pour la plupart des porteurs d'initiatives rencontrés, l'État devait créer les conditions nécessaires à des actions de développement en mettant l'accent sur les opérations militaires ou de sécurisation des zones affectées par la violence.

Si cette démarche paraît censée, elle occulte les liens intrinsèques entre sécurité, gouvernance et développement dans le contexte du Liptako-Gourma. De plus, elle a en partie favorisé l'expansion des groupes extrémistes violents dans la région ainsi que la propagation de l'insécurité dans des zones autrefois épargnées. L'obsession d'une sécurisation « totale » a annihilé les possibilités d'action dans les domaines de la prévention, de la gouvernance et du développement. Travailler sur ces questions dans un contexte parfois d'insécurité résiduelle aurait contribué non seulement à satisfaire les besoins des populations, mais aussi à rendre les opérations militaires moins essentielles.

## Le dialogue avec les groupes extrémistes violents : ancienne piste ou nouvelle perspective ?

Sur fond d'impasse des réponses à l'insécurité et d'incertitudes sur l'avenir, de plus en plus de voix s'élèvent pour réclamer un dialogue avec les GEV. Cependant, tous les pays ne sont pas au même niveau de prise en compte de la problématique et tous n'ont pas les mêmes approches. C'est au Mali que le débat autour de la question semble le plus avancé. En février 2020 l'ancien président malien, Ibrahim Boubacar Keita, avait publiquement annoncé sa décision d'ouvrir un dialogue avec Iyad Ag Ghali et Hamadoun Kouffa, deux figures clés du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM).

Ce groupe a posé comme condition préalable le départ des forces françaises de l'opération Barkhane avant de s'engager dans un processus. La décision de l'ancien président malien est le résultat d'un long cheminement entamé dès 2012 avec l'occupation des régions du nord par un conglomérat d'acteurs armés dont des GEV. Le déclenchement de l'opération Serval, en 2013, avait renforcé la division de ces acteurs en deux camps : celui des groupes armés politiques, admis à la négociation, et celui des groupes qualifiés de djihadistes, restés en marge du processus de paix.

Il ne s'agit donc pas d'une idée nouvelle, même si c'est la première tentative assumée de dialogue par le « haut », c'est-à-dire émanant d'un mandat de haut niveau de la part de toutes les parties, et dirigé par des émissaires eux aussi de haut niveau. Jusque-là, le dialogue avec ces groupes a essentiellement consisté en des échanges par le « bas ». Cette approche permettait dans certains cas de contourner le principe de non négociation avec cette catégorie d'acteurs et, dans d'autres, de dégager un *modus vivendi* dans les zones où ces groupes sont actifs.

## La question du dialogue avec les GEV renvoie à des réalités différentes, d'un pays à l'autre

Cette démarche est aussi celle privilégiée depuis un certain temps par les autorités nigériennes qui ont choisi d'agir à travers des autorités traditionnelles ou religieuses. Depuis plusieurs années, l'ouest du pays est en proie à une insécurité persistante caractérisée notamment par la présence et la montée en puissance de l'État islamique au Grand Sahara (EIGS). Entre septembre 2019 et janvier 2020, le pays a perdu près de 200 soldats dans des attaques de camps militaires revendiquées par ce groupe. Auparavant, le pays avait essayé de reprendre la main militairement à travers les opérations Zarmaganda et Dongo sans parvenir à affaiblir l'EIGS.

Prenant acte des limites de cette approche et sur la base de l'expérience de Diffa<sup>41</sup>, le gouvernement nigérien a finalement décidé d'ouvrir des canaux de dialogue à travers notamment les leaders communautaires. L'objectif est, d'une part, de permettre aux autorités de mieux comprendre les motivations des individus qui ont

rejoint le groupe et, d'autre part, de faire passer des messages sur les possibilités de désengagement. Pour l'instant, en dehors de quelques cas isolés, ces initiatives de dialogue ont produit des résultats mitigés<sup>42</sup>. Pourtant, les autorités nigériennes sont allées jusqu'à mettre sur la table une offre d'amnistie et envisager un processus de Désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR).

Au Burkina, le président Roch Marc Christian Kaboré continue de défendre une ligne dure<sup>43</sup>, même si certains au sein de l'Etat sont plus nuancés sur le sujet<sup>44</sup>. Cette attitude s'explique en partie par l'absence d'interlocuteurs identifiables et reconnus<sup>45</sup>. Le pays est aujourd'hui une zone d'activité pour l'EIGS principalement à l'est et le GSIM au nord. Il existe un groupe local dénommé « Ansarul islam » mais, depuis la mort de son fondateur Malam Ibrahim Dicko en 2017 et son remplacement par son frère Jafar Dicko, il ne semble plus en mesure de dominer localement et certains de ses éléments balancent entre le GSIM et l'EIGS.

Au Mali, le dialogue envisagé par les autorités nationales avec ces groupes peut s'avérer plus complexe à organiser notamment à cause de sa dimension hautement politique. Le Mali a choisi de circonscrire le dialogue aux seuls chefs maliens du GSIM. Si le critère de la nationalité soulève des interrogations, notamment sur sa pertinence au regard de la nature transfrontalière de ces groupes, il permet aux autorités de ne pas froisser les pays voisins qui n'ont pas encore franchi ce cap et leurs partenaires internationaux qui sont engagés militairement dans la lutte contre le terrorisme.

Les libérations d'otages intervenues le 8 octobre 2020, dont celle de l'ancien chef de file de l'opposition malienne Soumaïla Cissé en contrepartie de l'élargissement de plus de 200 terroristes présumés<sup>46</sup>, ont ravivé le débat sur l'option du dialogue et mis en lumière les divergences notamment entre le Mali et la France<sup>47</sup>. En effet, les autorités maliennes de transition mises en place après le coup d'État du 18 août ont indiqué leur volonté de s'inscrire dans la continuité des résolutions de la Conférence d'entente nationale de 2017 et du Dialogue national inclusif de 2019.

La France, quant à elle, affiche son opposition à toute discussion avec ces groupes. Si cette position semble en partie motivée par la présence en grand nombre de ses soldats à travers l'opération Barkhane<sup>48</sup> et les sacrifices

consentis jusque-là singulièrement au Mali, elle risque à long terme de compromettre les chances de sortie de crise au Sahel.

Le retour en grâce de l'option du dialogue dans les réponses envisagées à l'insécurité n'est pas uniquement le résultat de la dégradation continue de la situation sécuritaire, malgré un investissement militaire conséquent. Il s'explique également par d'autres raisons, comme le caractère de plus en plus endogène de la menace. Les combattants de ces groupes, autrefois originaires de pays voisins comme l'Algérie et la Mauritanie, sont maintenant pour la plupart issus des populations locales<sup>49</sup>.

Cette tendance est un argument supplémentaire pour les partisans du dialogue. Il ne s'agit pas d'établir des discussions avec des étrangers mais plutôt d'échanger avec des concitoyens défendant des positions radicales. Il semble également que cette conception soit partagée par certains partenaires du Mali même si peu évoquent la question ouvertement en public<sup>50</sup>.

## Le retour en grâce de l'option du dialogue fait écho au caractère de plus en plus endogène de la menace

Les connaissances sur le phénomène de l'extrémisme violent dans le Sahel, mais également sur les raisons qui ont motivé des individus à rejoindre les GEV, mettent en lumière la segmentation des groupes, c'est à dire les intérêts parfois divergents des dirigeants et de la base<sup>51</sup>. Ces travaux ont contribué à déconstruire un certain nombre d'idées reçues, notamment sur les logiques d'engagement dans les GEV, et à mettre en relief leur profonde segmentation. En d'autres termes, les motivations qui poussent les individus à s'associer à ces groupes sont multiples et dépendent souvent de la position occupée dans la hiérarchie.

Bien que la question du dialogue ne manque pas de pertinence au regard de tous les éléments évoqués, sa matérialisation reste complexe et les obstacles demeurent nombreux. Ces derniers sont liés tant à la nature des revendications des groupes (départ des troupes étrangères et françaises en particulier, application de la charia, etc.) qu'aux modalités pratiques

du dialogue. S'agissant de celles-ci, trois facteurs devraient être pris en compte dans le cadre de la conduite d'un processus de dialogue.

Le premier est lié à la question des objectifs assignés à cette option. Le succès ou l'échec de cette démarche ne devra pas exclusivement être évalué à l'aune de la conclusion d'un accord avec les chefs, mais aussi à travers sa capacité à démobiliser une partie des combattants. Deuxièmement, il faut relever que cette démarche devra être menée en parallèle à d'autres dont l'action militaire. En d'autres termes, le dialogue doit être appréhendé non pas comme une solution exclusive ou une panacée, mais comme un élément d'une boîte à outils qui comprend à la fois des actions préventives et réactives, sur le plan de la gouvernance, de la sécurité et du développement. La question du séquençage et de la coordination avec les partenaires internationaux, notamment ceux qui interviennent militairement, sera donc un gage important d'efficacité.

Troisièmement, le dialogue doit être appréhendé comme une opportunité pour des consultations élargies avec les communautés locales sur le renouveau de la gouvernance dans la région du Liptako-Gourma, en particulier dans les espaces frontaliers. Il est donc important de bien choisir le format dans lequel les discussions auront lieu tout en étant pleinement conscient de la possibilité d'enregistrer aussi bien des avancées que, parfois, des reculs.

## Conclusion

En dépit de la mobilisation qui se poursuit depuis huit ans, la situation sécuritaire dans la région du Liptako-Gourma s'est considérablement détériorée ces dernières années. Les États et leurs partenaires internationaux ont succombé aux sirènes de l'urgence, reléguant au dernier plan les actions de prévention, avec pour conséquence la diffusion rapide de l'insécurité dans le Sahel. De surcroît, outre le choix discutable de certaines interventions, c'est surtout la façon dont elles sont mises en œuvre qui pose un problème.

Ainsi, une action militaire efficace, si elle reste nécessaire dans une certaine mesure, doit replacer la protection civile au cœur de l'agenda stratégique, au-delà de la seule lutte antiterroriste. Les opérations militaires, tout comme les autres initiatives, devraient



être assujetties à des mécanismes d'implication des populations en amont, pour définir les priorités, et d'évaluation en aval, afin d'examiner leur utilité pour celles-ci. Ce contrôle devrait permettre non seulement d'exiger des comptes, mais de formuler des

recommandations pour améliorer leur efficacité. Les États devraient redoubler d'efforts pour le déploiement non seulement d'une présence étatique plus importante, mais d'une présence étatique qui soit plus utile, efficace et responsable devant les citoyens.

## Notes

- 1 W Assanvo et al., Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma, Institut d'études de sécurité (ISS), *Rapport sur l'Afrique de l'Ouest*, 26, décembre 2020, <https://issafrica.org/fr/recherches/rapport-sur-lafrique-de-louest/extremisme-violent-criminalite-organisee-et-conflits-locaux-dans-le-liptako-gourma>.
- 2 Ibid.
- 3 Pour plus de détails, voir : W Assanvo et al., Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma, ISS, *Rapport sur l'Afrique de l'Ouest*, 26, décembre 2020, <https://issafrica.org/fr/recherches/rapport-sur-lafrique-de-louest/extremisme-violent-criminalite-organisee-et-conflits-locaux-dans-le-liptako-gourma>.
- 4 Le Sahel central : aperçu des besoins et des fonds requis révisés, octobre 2020, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/rnro\\_centrahel\\_oct\\_2020\\_fr\\_web.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/rnro_centrahel_oct_2020_fr_web.pdf).
- 5 Entretiens réalisés à Bamako et à Niamey, juillet 2019.
- 6 Human Rights Watch, Leur combat contre l'éducation : attaques commises par des groupes armés contre des enseignants, des élèves et des écoles au Burkina Faso, 26 mai 2020, [www.hrw.org/fr/report/2020/05/26/leur-combat-contre-leducation/attaques-commises-par-des-groupes-armes-contre-des](http://www.hrw.org/fr/report/2020/05/26/leur-combat-contre-leducation/attaques-commises-par-des-groupes-armes-contre-des).
- 7 Mali : libération de six enseignants enlevés dans le Centre, *Radio France Internationale*, 29 octobre 2019, [www.rfi.fr/afrique/20191028-mali-liberation-six-enseignants-enleves-korientze-mopti-centre](http://www.rfi.fr/afrique/20191028-mali-liberation-six-enseignants-enleves-korientze-mopti-centre).
- 8 OCHA, Burkina : rapport de situation, <https://reports.unocha.org/fr/country/burkina-faso/> ; OCHA, Le système éducatif continue d'être affecté par l'insécurité dans le nord et le centre du pays, <https://reports.unocha.org/fr/country/mali/card/2UVYqEVxsd/> ; OCHA, Tillabéri : rapport mensuel, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/rapport\\_mensuel\\_mars\\_2020\\_tillaberi.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/rapport_mensuel_mars_2020_tillaberi.pdf).
- 9 OCHA, Aperçu humanitaire : Burkina Faso, Mali et Ouest du Niger, 27 avril 2020, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20200423\\_BFA\\_MLI\\_NER\\_humanitarian%20snapshot\\_FR%20covid.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20200423_BFA_MLI_NER_humanitarian%20snapshot_FR%20covid.pdf).
- 10 Données communiquées par le Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (Conasur), octobre 2020. Pour visiter le site : [www.conasur.gov.bf](http://www.conasur.gov.bf).
- 11 À la date du 30 octobre, le Burkina enregistrait 67 morts pour 2 500 cas, le Mali 136 pour 3 565 cas et le Niger 69 pour 1 221 cas de contamination <https://coronavirus.jhu.edu/map.html>.
- 12 Covid19 : les effets de l'appel de l'ONU au « cessez-le-feu mondial », 6 avril 2020, <https://www.un.org/fr/coronavirus-covid-19-fr/covid-19-les-effets-de-lappel-de-lonu-au-%C2%AB-cessez-le-feu-mondial-%C2%BB>.
- 13 Pour accéder aux données statistiques, consultez le site du projet ACLED (Armed conflict Location and Event Data Project), <https://acleddata.com/#/dashboard>.
- 14 La solution militaire est appréhendée ici sous l'angle des opérations ad hoc menées par les différents pays. Ce sont les réponses qui reviennent le plus souvent dans les discussions avec nos interlocuteurs. Les réponses structurelles telles que le renforcement des moyens financiers, humains et matériels, les approches de réforme du secteur de la sécurité ou les efforts de renforcement mis en œuvre dans le cadre de loi de programmation militaire ne seront pas abordées ici.
- 15 L'opération Otapuanu, qui signifie « foudre » ou « pluie de feu » en langue Gulmancéma, s'est déroulée, dans sa phase active, du 7 mars au 11 avril 2019. L'objectif principal de cette opération conduite par l'état-major des armées du Burkina était de restaurer l'autorité de l'État dans la région de l'Est. L'opération Dambé, qui signifie « dignité » en bamanankan, a été instituée le 5 janvier 2017 et vise à enrayer les activités terroristes, assurer le redéploiement des Forces armées maliennes (FAMA), réinstaller l'administration et favoriser le retour des populations dans leurs terroirs d'origine. Elle évolue dans deux théâtres d'opérations à savoir celui de l'est qui comprend les régions de Gao, Ménaka et Kidal ainsi que celui du centre couvrant celles de Ségou, Mopti, Tombouctou et Taoudénit. L'opération Dongo, qui désigne « la foudre » en songhai, a été lancée en 2017 dans la région de Tillabéri à la frontière avec le Mali pour combattre des groupes qualifiés de terroristes qui pourraient venir de la frontière malienne. Elle est composée de 245 soldats des forces spéciales nigériennes.
- 16 Une enquête menée par l'ISS en 2018 sur la deuxième opération de la FC-G5S baptisée « Pagnali » effectuée à la frontière burkinabé-malienne a démontré qu'une majorité de personnes interrogées croient en la pertinence de cette Force même si son utilité reste à démontrer. Cette opération baptisée « Pagnali » qui signifie « tonnerre » en langue fulfulde (peule), a été planifiée et conduite en autonomie par les postes de commandement de Sévaré au Mali et de Niamey au Niger, selon le commandement de la Force conjointe.
- 17 Entretien réalisé avec une élue locale, Bankilaré, Niger, 2018.
- 18 Entretien réalisé avec un administrateur, Ayorou, Niger, 2018.
- 19 Human Rights Watch, Avant, nous étions des frères : exactions commises par des groupes d'autodéfense dans le centre du Mali, 7 décembre 2018, [www.hrw.org/fr/report/2018/12/07/avant-nous-etions-des-freres/exactions-commises-par-des-groupes-dautodefense-dans](http://www.hrw.org/fr/report/2018/12/07/avant-nous-etions-des-freres/exactions-commises-par-des-groupes-dautodefense-dans).
- 20 « Donsos » prononcé parfois « Dozos », « Donzo » ou « Donso », est un ensemble de confréries traditionnelles de chasseurs.
- 21 Dan na Ambassagou est un groupe d'autodéfense qui se réclame de la communauté dogon. Il a vu le jour vers le dernier trimestre de l'année 2016 après l'assassinat de Théodore Somboro qui était le chef de la communauté des chasseurs du pays dogon. Actif dans les cercles de Douentza, de Bandiagara, de Bankass et de Koro, le groupe se positionne comme défenseur légitime du plateau dogon contre des agressions et attaques, entreprises notamment par des groupes extrémistes. Il est soupçonné d'être à l'origine d'attaques contre les communautés peules du centre du Mali dont les plus emblématiques sont celles de Koulogon (le 1<sup>er</sup> janvier 2019) et d'Ogossagou (le 23 mars 2019) qui ont totalisé plus de 180 morts.
- 22 Mali : Dan Nan Ambassagou, la milice soupçonnée d'être derrière le massacre d'Ogossagou, *Africanews*, 25 mars 2019, <https://fr.africanews.com/2019/03/25/mali-dan-nan-ambassagou-la-milice-soupconnee-d-etre-derriere-le-massacre-d/>.
- 23 M Le Cam, Face aux violences, nos États sahéliens très fragiles peuvent s'effondrer très rapidement, *Le Monde*, 14 juin 2019, [www.lemonde.fr/international/article/2019/06/14/face-aux-violences-nos-etats-saheliens-tres-fragiles-peuvent-s-effondrer-et-tres-rapidement\\_5476245\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/14/face-aux-violences-nos-etats-saheliens-tres-fragiles-peuvent-s-effondrer-et-tres-rapidement_5476245_3210.html).

- 24 Entretien réalisé avec des responsables associatifs de la région de Mopti à Bamako, août 2019.
- 25 Entretien réalisé avec un cadre de la communauté Peule au Niger à Niamey, juillet 2019.
- 26 M Le Cam, Au Mali, il faut faire converger les stratégies militaire et de développement, *Le Monde*, 25 juillet 2018, [www.lemonde.fr/afrique/article/2018/07/25/general-guibert-au-mali-il-faut-faire-converger-les-strategies-militaire-et-de-developpement\\_5335808\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/07/25/general-guibert-au-mali-il-faut-faire-converger-les-strategies-militaire-et-de-developpement_5335808_3212.html).
- 27 Voir aussi : Human Rights Watch, Le jour, nous avons peur de l'armée, et la nuit des djihadistes : abus commis par des islamistes armés et par des membres des forces de sécurité au Burkina Faso, mai 2018, [www.hrw.org/sites/default/files/report\\_pdf/burkinafaso0518fr\\_web3.pdf](http://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/burkinafaso0518fr_web3.pdf).
- 28 Entretien réalisé avec un responsable associatif à Bamako, juillet 2019.
- 29 Près de 200 homicides illégaux ou disparitions forcées dans des localités des trois pays du Liptako-Gourma ont été documentés depuis le début de l'année 2020. Sahel : des soldats sèment la terreur et commettent des tueries dans des villages sous couvert d'opérations antiterroristes, Amnesty International, 10 juin 2020, [www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/06/sahel-soldiers-rampage-through-villages-killing-people/](http://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/06/sahel-soldiers-rampage-through-villages-killing-people/).
- 30 Exactions des forces de l'ordre au Burkina: Washington menace d'arrêter sa coopération, *Le Figaro*, 8 juillet 2020, [www.lefigaro.fr/flash-actu/exactions-des-forces-de-l-ordre-au-burkina-washington-menace-d-arreter-sa-cooperation-20200708](http://www.lefigaro.fr/flash-actu/exactions-des-forces-de-l-ordre-au-burkina-washington-menace-d-arreter-sa-cooperation-20200708).
- 31 Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma, février 2019, [www.food-security.net/wp-content/uploads/2019/04/Liptako-Gourma-Diagnostic-27fev\\_FINAL.pdf](http://www.food-security.net/wp-content/uploads/2019/04/Liptako-Gourma-Diagnostic-27fev_FINAL.pdf).
- 32 I Maïga, Le coût des mesures de lutte contre le terrorisme pour les populations civiles dans la région du Liptako-Gourma, *ISS Today*, 21 février 2019, <https://issafrica.org/fr/iss-today/le-cout-des-mesures-de-lutte-contre-le-terrorisme-pour-les-populations-civiles-dans-la-region-du-liptako-gourma>.
- 33 Plusieurs de nos interlocuteurs rencontrés à Ouagadougou (Burkina) et dans les régions de Tillabéri (Niger), Mopti (Mali) et Sahel (Burkina) dont certains en milieu carcéral ont mentionné l'absence de développement comme facteur favorisant l'insécurité.
- 34 Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma, février 2019, [www.food-security.net/wp-content/uploads/2019/04/Liptako-Gourma-Diagnostic-27fev\\_FINAL.pdf](http://www.food-security.net/wp-content/uploads/2019/04/Liptako-Gourma-Diagnostic-27fev_FINAL.pdf).
- 35 Une partie des individus appartenant ou ayant appartenu à des groupes extrémistes violents mettent toutefois l'accent sur la protection des activités génératrices de revenus comme facteur important d'association à ces groupes. Voir W Assanvo et al., Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma, *ISS, Rapport sur l'Afrique de l'Ouest*, 26, décembre 2020, <https://issafrica.org/fr/recherches/rapport-sur-lafrique-de-louest/extremisme-violent-criminalite-organisee-et-conflits-locaux-dans-le-liptako-gourma> ; LA Théroux-Bénoni et al., Jeunes « djihadistes » au Mali : guidés par la foi ou par les circonstances ?, *ISS, Note d'analyse*, 89, août 2016, <https://issafrica.org/fr/recherches/note-danalyse/jeunes-djihadistes-au-mali-guides-par-la-foi-ou-par-les-circonstances>.
- 36 Le Plan de sécurisation intégrée des régions du Centre (PSIRC) a pour objectif de pacifier les régions du centre (Ségou et Mopti), d'y réduire de manière significative, voire de supprimer complètement les causes de l'insécurité et du terrorisme par la mise en œuvre d'actions en matière de sécurité, de gouvernance, de développement local et de communication.
- 37 Le Programme d'urgence pour le Sahel au Burkina Faso (PUS-BF) vise à améliorer les conditions sécuritaires et réduire les vulnérabilités de la population pour un développement durable de la région du Sahel. Le PUS a été bâti autour de trois composantes : socioéconomique, gouvernance administrative et locale, et sécurité et défense publique. En mars 2019, le gouvernement a adopté une stratégie d'extension du PUS-BF à quatre nouvelles régions (l'Est, le Centre-Est, le Centre-Nord et la Boucle du Mouhoun).
- 38 À titre d'exemple, la HACP avec l'appui financier du système des Nations unies a mis en œuvre entre 2016 et 2017 le projet Renforcement de l'engagement communautaire pour la gestion alerte des risques de déstabilisation sociale et sécuritaire (REGARDS).
- 39 Entretiens réalisés à Bamako et à Ouagadougou, juillet 2019.
- 40 Certains représentants de l'État (agents des eaux et forêts, membres des forces de défense et de sécurité, préfets, sous-préfets, juges) sont régulièrement accusés d'extorsions d'argent, d'actes d'intimidation, de mauvaise distribution de la justice par les populations dans ces régions.
- 41 Depuis 2017, le gouvernement nigérien a lancé un programme de réinsertion à l'intention des ex-combattants de Boko Haram qui souhaitent se rendre volontairement. Il s'est engagé à travers un document de sortie de crise de la région de Diffa à rétablir la stabilité en se basant sur un processus de réinsertion sociale et économique de ces ex-combattants qui s'articulent autour de 3 piliers : (1) la déradicalisation des individus ayant participé aux actions de l'organisation Boko Haram ; (2) la réinsertion sociale et professionnelle des repentis et des ex-détenus ; (3) la communication et sensibilisation communautaire au retour des individus repentis et ex-détenus. Pour aller plus loin, voir Search for Common Ground, Étude de base : Kallu Llenio Klla Founna, juillet 2018, [www.sfcg.org/wp-content/uploads/2018/11/SFCG\\_NIG505\\_Kallu-Llenio-Klla-Founna\\_Rapport-Etude-de-base.pdf](http://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2018/11/SFCG_NIG505_Kallu-Llenio-Klla-Founna_Rapport-Etude-de-base.pdf).
- 42 Entretien réalisé à Tillabéri, juillet 2019.
- 43 Roch Marc Christian Kaboré, "Priorité au travail militaire" face au terrorisme, Invité d'Afrique, Radio France Internationale (RFI), novembre 2020, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/invite-afrique/20201119-burkina-faso-presidentielle-2020-president-rock-marc-christian-kaboré>.
- 44 Entretiens réalisés à Ouagadougou, novembre 2019. Lors de la campagne électorale de novembre 2020, le chef de file de l'opposition et candidat à la présidentielle Zéphirin Diabré s'est en outre déclaré ouvert à la possibilité d'un dialogue avec les groupes armés, dans l'hypothèse de son élection.
- 45 Entretien réalisé à Ouagadougou, juillet 2019.
- 46 Au Mali, la libération de 200 islamistes constitue un succès pour les djihadistes, *Le Monde*, 14 octobre 2020, [www.lemonde.fr/afrique/article/2020/10/14/au-mali-la-liberation-de-200-islamistes-constitue-un-succes-pour-les-djihadistes\\_6055956\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/10/14/au-mali-la-liberation-de-200-islamistes-constitue-un-succes-pour-les-djihadistes_6055956_3212.html).
- 47 La France et le Mali en désaccord sur le dialogue avec les djihadistes, *Le Point Afrique*, 26 octobre 2020, [www.lepoint.fr/afrique/la-france-et-le-mali-en-desaccord-sur-le-dialogue-avec-les-djihadistes-26-10-2020-2398101\\_3826.php](http://www.lepoint.fr/afrique/la-france-et-le-mali-en-desaccord-sur-le-dialogue-avec-les-djihadistes-26-10-2020-2398101_3826.php).
- 48 Lancée le 1<sup>er</sup> août 2014 en remplacement de l'opération Serval, l'opération Barkhane compte 5 100 militaires répartis entre le Mali, le Niger et le Tchad, [www.defense.gouv.fr/operations/barkhane/dossier-de-reference/operation-barkhane](http://www.defense.gouv.fr/operations/barkhane/dossier-de-reference/operation-barkhane).
- 49 Ce changement s'observe non seulement au niveau de la base mais aussi des responsables intermédiaires et supérieurs. Iyad Ag Ghaly, fondateur d'Ansar Dine et chef du GSIM, et Hamadoun Kouffa, chef de la katiba Macina, affilié au GSIM, sont la parfaite illustration du caractère endogène de la menace sur le terrain.
- 50 Entretien réalisé à Bamako avec un diplomate occidental, décembre 2019.
- 51 Plusieurs travaux réalisés ces dernières années ont permis de mettre en exergue le rôle quelque peu marginal de la religion et la place prépondérante des logiques de protection, de vengeance ou d'ordre économique dans les motivations des individus rejoignant ces groupes ; LA Théroux-Bénoni et al., Jeunes « djihadistes » au Mali : guidés par la foi ou par les circonstances ? , *ISS, Note d'analyse*, 89, août 2016, <https://issafrica.org/fr/recherches/note-danalyse/jeunes-djihadistes-au-mali-guides-par-la-foi-ou-par-les-circonstances> ; International Crisis Group, Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ? *Rapport Afrique*, 276, mai 2019, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/276-speaking-bad-guys-toward-dialogue-central-malis-jihadists>.



## À propos de l'auteur

Ibrahim Maïga est spécialiste des questions de sécurité et de gouvernance. Il a travaillé comme chercheur puis comme représentant Sahel de l'Institut d'études de sécurité. Il est l'auteur de nombreuses publications sur la situation au Mali et dans le Sahel.

## À propos de l'ISS

L'Institut d'études de sécurité établit des partenariats pour consolider les savoirs et les compétences afin de bâtir un meilleur futur pour l'Afrique. L'ISS est une organisation africaine à but non lucratif ayant des bureaux en Afrique du Sud, au Kenya, en Éthiopie, au Sénégal et au Mali. L'ISS fait usage de ses réseaux et de son influence pour proposer aux gouvernements et à la société civile des analyses pertinentes et fiables, ainsi que des formations pratiques et une assistance technique.

## Remerciements

Ce projet de recherche a été mené avec l'appui financier de la Division sécurité humaine du Département fédéral des Affaires étrangères de la Suisse, du Fonds pour les conflits, la stabilité et la sécurité du Royaume Uni, et du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas. Il a également bénéficié du soutien du projet ENACT « Renforcer la lutte contre la criminalité transnationale organisée en Afrique » financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'ISS et INTERPOL, en association avec la Global Initiative against Transnational Organized Crime.

Il a également bénéficié de l'appui institutionnel du Secrétariat exécutif de l'Autorité pour le développement intégré des États du Liptako-Gourma et de la Haute Autorité à la consolidation de la paix du Niger. L'ISS exprime sa reconnaissance aux ministères de la Justice, ainsi qu'aux responsables de l'administration pénitentiaire du Burkina, du Mali et du Niger pour le soutien apporté à la conduite des entretiens en milieu carcéral. Pour leur soutien, l'ISS exprime sa reconnaissance aux membres suivants du Forum de Partenariat de l'ISS : la Fondation Hanns Seidel, l'Union européenne, Open Society Foundations et les gouvernements du Canada, du Danemark, des États-Unis, de l'Irlande, de la Norvège, des Pays-Bas et de la Suède.

---

© 2021, Institut d'études de sécurité

Les droits d'auteur de l'ensemble de ce document sont conférés à l'Institut d'études de sécurité et aux auteurs, et aucune partie ne peut être reproduite en tout ou en partie sans l'autorisation expresse, par écrit, des trois auteurs et des éditeurs.

Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de l'Institut, de ses fiduciaires, des membres du Conseil consultatif ou des bailleurs de fonds. Les auteurs contribuent aux publications de l'ISS à titre personnel.

Image de couverture : Amelia Broodryk/ISS

---